

MESSAGE N° 271 4 juillet 2006
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret modifiant
le décret relatif à une conception générale
de l'intégration des technologies de l'information
et de la communication dans l'enseignement,
à tous les degrés de la scolarité

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de décret modifiant le décret du 18 septembre 2001 relatif à une conception générale de l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'enseignement, à tous les degrés de la scolarité et de la formation.

Ce message est articulé de la manière suivante:

1. Introduction et historique

1.1 L'origine et l'objectif du projet actuel

2. Situation actuelle

- 2.1 La formation des enseignants et enseignantes*
- 2.2 Les services du Centre fri-tic*
- 2.3 L'équipement*
- 2.4 Résumé de l'état actuel du projet*
- 2.5 Les aspects financiers*

3. Perspectives

- 3.1 Prolongation du projet*
- 3.2 Modifications à apporter*
- 3.3 Un centre de compétences*
- 3.4 Les personnes ressources*
- 3.5 Les aspects financiers*

4. Conclusion

1. INTRODUCTION ET HISTORIQUE

1.1 L'origine et l'objectif du projet actuel

Le 18 septembre 2001, le Grand Conseil a voté un décret relatif à une conception générale de l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'enseignement, à tous les degrés de la scolarité (concept global fri-tic).

Le concept global fri-tic a comme objectifs de préparer les élèves aux exigences de la société et de l'économie dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, et de leur donner les compétences nécessaires. Il se base sur trois piliers: la formation des enseignants et enseignantes, les ressources et le développement pédagogiques, ainsi que les équipements.

Un centre de compétences (Centre fri-tic) a été institué au début de l'année 2002 pour mettre en œuvre le concept global et assurer la coordination générale. Ce centre est doté de personnel ayant des compétences dans le domaine de la gestion et du pilotage, de la pédagogie et de l'informatique, afin de répondre aux besoins des trois piliers.

Le 13 septembre 2004, un rapport intermédiaire (N° 149) a été soumis au Grand Conseil. Ce rapport décrivait les

actions réalisées à cette date et expliquait les raisons, en premier lieu financières, du retard pris par le projet. Il s'avérait clairement que les objectifs ne pouvaient être atteints jusqu'à la fin de la période initialement prévue, et que le crédit d'engagement voté en 2001 ne serait pas épuisé en 2006. Dans ce même rapport, le Conseil d'Etat exprimait sa volonté de prolonger le concept jusqu'en 2008, ce qui devrait permettre d'atteindre les objectifs fixés. Lors de sa séance du 15 décembre 2004, le Grand Conseil a accueilli favorablement ce rapport et soutenu le projet du Conseil d'Etat de vouloir prolonger le décret actuel.

2. SITUATION ACTUELLE

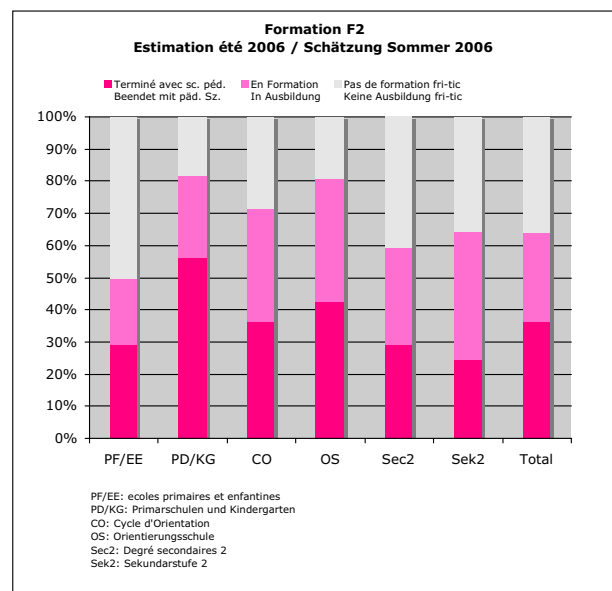
Le rapport N° 149 mentionné ci-dessus comprend déjà la plupart des éléments concernant le projet fri-tic. Nous procéderons donc uniquement à une actualisation des éléments importants.

2.1 La formation des enseignants et enseignantes

Les concepts élaborés sont maintenant mis en œuvre. En décembre 2004, la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport (DICS) a émis une directive imposant à tous les enseignants et enseignantes, de l'école enfantine au secondaire 2, d'acquérir les compétences de base nécessaires à l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'enseignement.

Le Centre fri-tic offre un cursus de formation d'une trentaine d'heures. Tous les cours sont basés sur les mêmes principes, mais les cursus de formation sont adaptés aux différents degrés d'enseignement. Les cours ont lieu en dehors des heures de classe. Chaque enseignant ou enseignante réalise durant sa formation une séquence d'enseignement de quelques leçons – appelée «scénario pédagogique» – qui intègre les TIC dans le processus d'apprentissage des élèves. Les séquences réalisées dans le cadre de la formation sont décrites et publiées dans la base de données des scénarios du site web du Centre fri-tic.

Pour la rentrée 2006, les prévisions de l'état de la formation se présentent comme suit:



Ces statistiques nécessitent quelques remarques:

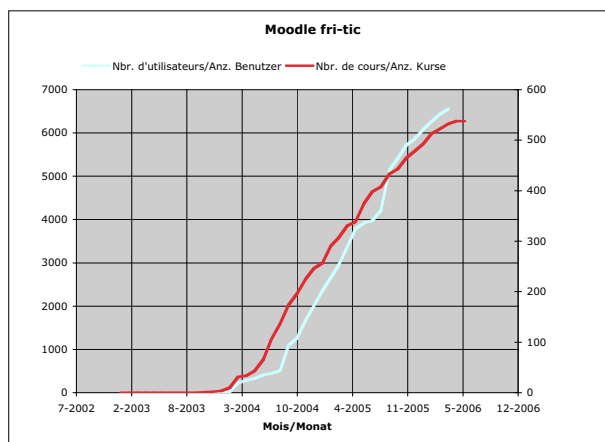
Nous pouvons constater que plus de 60% des enseignants et enseignantes sont déjà touchés par la formation fri-tic (ce chiffre comprend les inscriptions pour l'année scolaire 2006/07). Mais, dans certains secteurs, le taux d'accomplissement de la formation reste encore relativement faible. Il conviendra de traiter ces secteurs en priorité et de consolider la formation. Il faut également prendre en considération que, au cours des années, des personnes formées quittent l'enseignement, ce qui constitue une perte. D'autre part, de nouveaux enseignants et enseignantes sont engagés mais n'ont pas encore les compétences dans le domaine des TIC: il faudra les former. Cependant, il serait faux d'affirmer que toutes les personnes apparaissant dans la rubrique «Pas de formation fri-tic» n'ont pas de compétences TIC. Cette rubrique comprend d'une part des enseignants et enseignantes expérimentés qui n'ont pas encore fait valider leurs compétences, d'autre part des enseignants et enseignantes fraîchement diplômés. En effet, on peut affirmer que les institutions de formation offrent aujourd'hui une formation équivalente à celle de fri-tic pour la plupart de leurs étudiants et étudiantes. Cependant, l'intégration des TIC dans la formation des futurs enseignants et enseignantes doit encore être renforcée.

Les personnes ressources sont des enseignants et enseignantes qui assistent et conseillent les enseignants et enseignantes dans leur tâche d'intégration des TIC dans l'enseignement. Il s'agit là d'une mission essentiellement pédagogique. Les personnes ressources sont formées par le Centre fri-tic. La troisième et dernière volée de formation des personnes ressources a débuté en janvier 2006 et s'achèvera en janvier 2007. Le canton disposera alors d'environ 120 personnes ressources qui sont appelées à assurer une assistance pédagogique dans les écoles.

2.2 Les services du Centre fri-tic

Les ressources du Centre ont été décrites en détail dans le rapport N° 149. Depuis lors, la DICS a décidé d'attribuer une adresse électronique à tous les enseignants et enseignantes du canton. Ces adresses sont créées sur le serveur d'éducation suisse «Educanet», auquel participent financièrement les cantons. Ainsi, plus que 4000 enseignants et enseignantes du canton de Fribourg sont connectés à cette plate-forme qui offre, en plus du courrier électronique, d'autres services permettant de favoriser le travail collaboratif. De nombreuses écoles ont également intégré les élèves dans cette plate-forme.

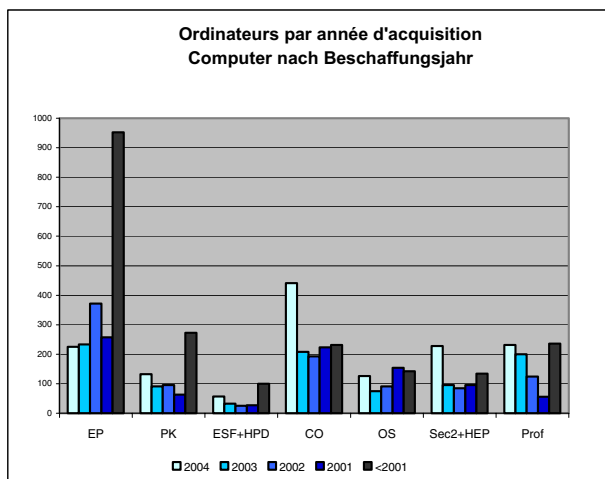
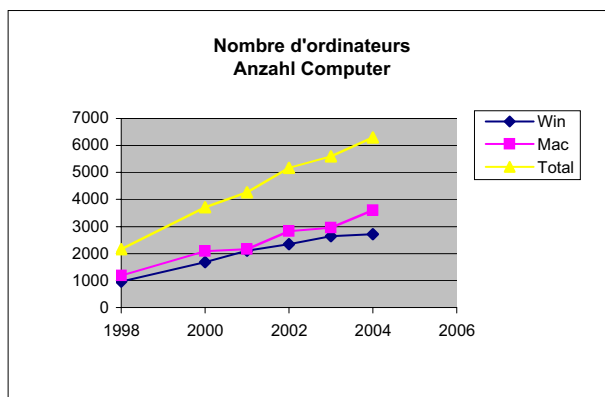
Les autres services en ligne du Centre progressent également, non seulement en quantité mais aussi en qualité car ils sont intégrés dans les cours de formation. Le système d'environnement d'apprentissage «Moodle» a connu un succès particulier comme le démontre le graphique suivant:



Ce système «Moodle», mis en service au début 2004, compte aujourd'hui presque 7000 utilisateurs (élèves, enseignants et enseignantes) et plus de 500 cours développés par des enseignants et enseignantes fribourgeois.

2.3 L'équipement

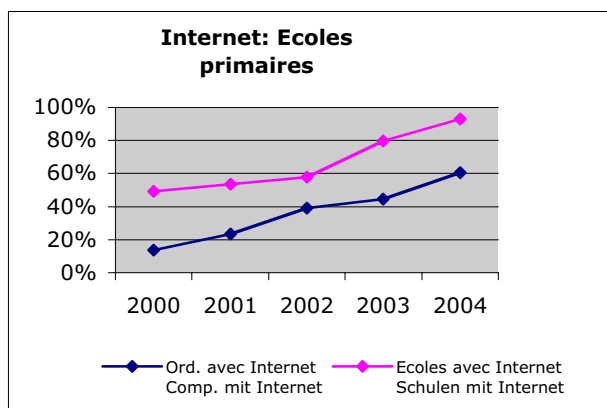
L'équipement dans les écoles s'accroît, comme l'indique le graphique suivant, mais l'hétérogénéité (année d'acquisition, par exemple) est toujours importante:



Les connexions des écoles à Internet progressent également. Aujourd'hui plus de 190 écoles de la scolarité obligatoire sont connectées au réseau pédagogique fribourgeois parrainé par Swisscom, qui offre cette connexion à titre gratuit. Le contrat de parrainage n'est pas limité dans

le temps. Swisscom se réserve uniquement le droit de le résilier, avec un préavis de 3 ans. Les écoles post-obligatoires sont connectées à Internet par le réseau de l'Etat et un certain nombre d'écoles obligatoires ont choisi un autre prestataire de service Internet.

Le graphique suivant montre l'évolution des connexions Internet dans les écoles primaires. A partir du degré secondaire, toutes les écoles sont connectées.



2.4 Résumé de l'état actuel du projet

Malgré les difficultés rencontrées au début du projet, expliquées en détail dans le rapport N° 149 adressé au Grand Conseil en 2004, on peut affirmer qu'une grande partie des objectifs visés en 2001 sont aujourd'hui atteints. Le concept fri-tic, décrit dans le message du 12.6.01, se base sur trois piliers ou objectifs: la formation des enseignants et enseignantes, les ressources et le développement pédagogiques et les équipements. Le tableau ci-après indique l'état de réalisation de ces objectifs:

	Objectif	Réalisation	Remarque	Mesure
1^{er} pilier: formation	Recrutement et formation des formateurs et formatrices	Dépassé	Objectifs dépassés en qualité grâce aux subsides fédéraux	
	Formation des personnes ressources de proximité	Réalisé	Objectifs seront atteints à la fin 2006 (3 volées 2004, 2005, 2006)	
	Formation de 70-80% d'enseignants et enseignantes de tous les degrés	Partiellement atteint	Objectif atteint partiellement (cf. graphique ci-après)	Poursuivre la formation durant les années 2007 et 2008
	Formation des responsables de branche, intégration disciplinaire	Partiellement atteint	Offres de cours isolés, pas encore réalisés de manière systématique	Donner d'abord la priorité à la formation de base, prévoir à partir de 2007/08
2^e pilier: ressources et développement pédagogiques	Développement d'un réseau pédagogique avec des services en ligne	Réalisé	De nombreux services sont offerts aux écoles, la connexion des écoles au réseau est gratuite (parrainage Swisscom)	
	Intégration des TIC dans l'enseignement (conseil, projets, etc.)	Partiellement atteint	En cours, différents projets soutenus	Poursuivre et développer durant les années 2007 et 2008
	Décharges horaires pour les personnes ressources formées	Partiellement atteint	Ces EPT ne font pas partie du crédit d'engagement fri-tic. Ils relèvent des services de l'enseignement de la Direction	Développer durant les années 2007 et 2008.

			de l'instruction publique, de la culture et du sport. Pour les détails, voir le tableau ci-après.	
3^e pilier: équipements	Equipement du Centre fri-tic	Réalisé	Infrastructures réseaux, salles de formation, matériel portables pour formation de proximité, équipement pour collaborateurs et collaboratrices	
	Equipements des écoles. Pour les écoles obligatoires, montants à la charge des communes	Dépassé	Objectifs largement dépassés. Le message fri-tic avait prévu 5.71 millions de francs jusqu'en 2006 pour les écoles obligatoires. A la fin 2004, plus de 10 millions de francs ont déjà été investis par les communes et les associations de communes.	
Evaluation	Evaluation du projet selon l'article 1 al. 3 du décret	Partiellement atteint	Divers sous-projets subventionnés par la Confédération ont été évalués: formations des formateurs et formatrices, des personnes ressources. La Haute Ecole pédagogique a débuté un projet de recherche.	Prévoir l'évaluation globale du projet en 2007 et 2008

Le Centre fri-tic dispose aujourd'hui des compétences uniques dans le domaine de l'informatique scolaire et il continuera à l'avenir à assurer le pilotage du développement des TIC dans les écoles. Actuellement, le canton de Fribourg dispose sans doute d'un avantage dans ce domaine; le Centre fri-tic est régulièrement appelé par d'autres cantons et institutions à présenter son concept. Cependant, une avance est vite perdue si on ne prend pas soin de la pérennité des structures.

2.5 Les aspects financiers

Le Grand Conseil a voté en septembre 2001 le décret fri-tic avec un crédit d'engagement de 7.25 millions de francs. Le tableau ci-après donne un aperçu des différences entre le plan financier initial (sur la base du décret) et les dépenses effectivement réalisés sur la base des budgets accordés. Il faut encore prendre en considération qu'un équivalent plein temps a été créé avant l'adoption du décret (montants «hors crédit d'engagement»). Le montant y relatif n'était dès lors pas inclus dans le crédit d'engagement et, par conséquent, est déduit du total. Le tableau tient également compte des subsides fédéraux versés pour les projets de formation.

Année	Montants prévus dans le décret	Dépenses effectives ou prévues	Montants «hors crédit d'engagement»		Dépenses assurées par crédit d'engagement
			subsidés fédéraux	1 EPT créé avant 2002	
2002 (1)	1340	955	0	-150	805
2003 (1)	1580	1562	-412	-150	1000
2004 (1)	1480	1704	-483	-150	1071
2005 (1)	1480	1714	-300	-150	1264
2006 (2)	1370	1868	-200	-150	1518
Total	7250	7803	-1395	-750	5658

Montants en milliers de francs

(1) = dépenses effectives, (2) = budget

Le crédit d'engagement voté en 2001 ne sera pas complètement épuisé à fin 2006. Il serait faux d'inclure dans les dépenses budgétisées les subsides fédéraux reçus; en effet, ils ont permis de mettre sur pied des formations des formateurs et formatrices et des personnes ressources plus importantes qu'initialement prévu.

Le concept fri-tic prévoyait de créer au sein du centre de compétences sept nouveaux EPT (équivalents plein temps) dans les domaines pédagogique, technique et administratif. Jusqu'à aujourd'hui, six ont été accordés et le Conseil d'Etat ne prévoit pas de création d'autres postes. Avec l'équivalent plein temps créé avant l'adoption du décret fri-tic, le Centre compte dès lors un total de sept EPT qui sont répartis comme suit: 2.7 EPT pour le domaine pédagogique, 2.5 EPT pour le domaine technique et 1.8 EPT pour le domaine administratif.

Le tableau suivant donne des indications sur les EPT actuels pour les personnes ressources. Ces EPT servent à décharger les personnes ressources d'une partie de leur enseignement pour exécuter leur tâche. Comme cela a déjà été dit, ces EPT ne sont pas compris dans le crédit d'engagement du décret fri-tic mais relèvent des services de l'enseignement de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport:

	EPT en 2006
Ecoles primaires et enfantines	3.7
Primarschulen und Kindergärten	2
Cycle d'orientation	3.1
Orientierungsschule	1.5
Secondaire 2	1.25
Total	11.55

3. PERSPECTIVES

3.1 Prolongation du projet

Dans son rapport N° 149 de 2004, le Conseil d'Etat avait annoncé son intention de demander au Grand Conseil une prolongation du projet fri-tic pour atteindre les objectifs initialement visés. Le tableau du chapitre 2.4 montre que, malgré les difficultés rencontrées, de nombreux objectifs sont atteints aujourd'hui. Il convient donc de limiter la prolongation du projet aux secteurs où les objectifs ne sont pas encore atteints, à savoir la formation de base des enseignants et enseignantes, à l'intégration des TIC en général et dans les disciplines, ainsi qu'à l'évaluation globale du projet. Les autres objectifs étant atteints, il faut en assurer la continuité et le développement normal.

Le Centre fri-tic, avec ses ressources humaines et techniques, assurera dorénavant la pérennité de tous les services développés et offerts aux écoles dans le cadre du projet. Son budget relevant déjà aujourd'hui de la Haute Ecole pédagogique, il n'est plus concerné par le crédit d'engagement.

La révision prévue de la loi sur la Haute Ecole pédagogique donnera l'occasion de préciser l'intégration du Centre fri-tic aux structures de la HEP. La Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport a mandaté un groupe de travail chargé d'élaborer les modalités de cette intégration et de dégager les synergies et collaborations possibles.

Le Centre fri-tic travaille actuellement en étroite collaboration avec le Service de l'Informatique et des Télécommunications (SITel). Il y aura également lieu de formaliser cette collaboration.

3.2 Modifications à apporter

Si le concept fri-tic a fait ses preuves et ne doit pas être modifié, il s'agit maintenant de le généraliser et d'en assurer la pérennité. Dans ce cadre, il y a lieu de procéder à quelques modifications du décret pour tenir compte des développements qui ont eu lieu ces dernières années.

- Article 1 al. 2: la Haute Ecole spécialisée santé-social est intégrée aujourd'hui au réseau Haute Ecole Spécialisée Suisse Occidentale (HES-SO). Ce réseau aura ses propres structures adaptées à ses besoins spécifiques. Il ne paraît donc plus judicieux que cette école fasse encore partie du projet.
- Article 1 al. 3: les écoles professionnelles et l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg sont intéressés à participer ponctuellement au projet fri-tic, en particulier pour les services en ligne. Les faits ont démontré que ces institutions n'ont pas sollicité de manière générale les services de fri-tic. Il y a donc lieu d'inscrire le statu quo au nouveau décret.
- Article 1 al. 3: le Conservatoire n'a pas été intégré au concept initial mais manifeste aujourd'hui son intérêt à une collaboration, notamment pour sa partie «Haute Ecole de musique».

3.3 Un centre de compétences

Le concept d'intégrer dans un même centre des compétences pédagogiques et techniques a fait ses preuves. Le Centre fri-tic a ainsi pu développer des compétences et services uniques et de haute qualité, qui sont pleinement adaptés aux besoins des écoles. La preuve en est le montant des subsides fédéraux reçus pour un certain nombre de missions et de formations organisées par le Centre.

L'échange quotidien entre le personnel pédagogique et technique, les formateurs et formatrices, les personnes ressources et les responsables informatiques dans les écoles ainsi que le pilotage central permet de gérer au mieux ce projet.

Le Centre fri-tic est complètement bilingue. Les concepts de base sont développés par des équipes bilingues, la mise en œuvre ensuite adaptée aux particularités linguistiques. Ainsi, le Centre contribue de manière indirecte au développement du bilinguisme dans le canton.

Si la formation complémentaire des enseignants et enseignantes n'aura plus la même ampleur au delà de 2008, car la majorité du personnel enseignant sera formée et les nouveaux diplômés auront déjà acquis les compétences nécessaires, il reste encore un long chemin à faire. Les nouvelles technologies évoluent rapidement. Les référentiels de compétences pour le personnel enseignant doivent ainsi régulièrement être mis à jour et des formations continues adéquates doivent être planifiées. Il y a également lieu de définir des standards TIC à atteindre par les élèves et de mettre à jour les plans d'études afin d'y intégrer l'utilisation régulière des TIC.

Les institutions de formation des enseignants et enseignantes offrent aujourd'hui une formation dans le domaine des TIC à leurs étudiants et étudiantes. Afin que

ces outils soient à l'avenir effectivement intégrés dans la pratique scolaire des futurs enseignants et enseignantes, il paraît opportun de renforcer l'intégration des TIC et d'inclure davantage les formateurs et formatrices de ces institutions au concept fri-tic afin d'assurer leur formation continue et leur encadrement dans le domaine des TIC. Pour atteindre ces objectifs, la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport a mandaté un groupe de travail composé de représentants de la Haute Ecole pédagogique, de l'Université et du Centre fri-tic.

Les personnes ressources dans les écoles ont besoin d'être encadrées et il faut assurer leur formation continue. Il y a également lieu de développer un réseau de collaboration entre les différentes écoles afin de réaliser des synergies. A l'avenir, des nouveaux cours de formation pour des personnes ressources devront être organisés pour répondre à des fluctuations naturelles.

La plupart des formateurs et formatrices du Centre fri-tic exécutent déjà aujourd'hui un mandat comme personne ressource, ce qui constitue une utilisation judicieuse de leurs compétences. Les besoins de formation s'amenuisant avec l'avancement du projet, les mandats de formation vont aller diminuant. Pour ne pas perdre leurs compétences précieuses, il faudra prévoir de compenser ces mandats de formation par des mandats de personne ressource.

Pour ancrer l'utilisation des TIC dans la pratique scolaire, il est nécessaire d'initier des projets pédagogiques dans les écoles et entre les écoles. Le Centre fri-tic peut assurer un accompagnement adapté et garantir leur qualité.

L'intégration disciplinaire n'en est qu'à ses débuts et doit être développée. Il s'agit d'évaluer et de réaliser de nouvelles ressources et de les mettre à disposition des écoles au moyen de portails éducatifs. Dans ce contexte, de nouveaux services en lignes sont en vue, en particulier un espace romand de formation.

Du côté technique, il faut assurer le fonctionnement du réseau pédagogique et de ses services en ligne. S'il est vrai que les équipements et services seront encore plus facilement accessibles, leur complexité sera également croissante et nécessitera de plus en plus de compétences de niveau élevé. Ainsi le personnel technique dans les écoles doit pouvoir bénéficier d'une assistance de haut niveau. Le Service de l'Informatique et des Télécommunications (SITel) étudie actuellement la possibilité de créer un centre de maintenance informatique pour toutes les écoles post-obligatoires. Ainsi, le Centre fri-tic pourrait se concentrer à l'avenir sur ses compétences clés, à savoir le développement et l'assistance de l'informatique scolaire à un haut niveau.

Avec l'évolution technologique, les besoins pédagogiques vont également évoluer. Ces nouveaux besoins doivent d'abord être recensés, analysés, coordonnés, puis validés sur leurs aspects pédagogiques et techniques. Cela nécessite une étroite collaboration entre le personnel pédagogique et le personnel technique. Indépendamment des besoins pédagogiques, la complexité croissante des réseaux et de leurs services nécessitera des compétences adéquates.

Ainsi, le Centre fri-tic contribuera à l'avenir au développement de l'informatique scolaire et assurera une gestion efficace des coûts.

Pour ces raisons, il est prévu d'intégrer le Centre fri-tic avec ses compétences pédagogiques et techniques dans

les structures de la Haute Ecole pédagogique (cf. chapitre 3.1).

3.4 Les personnes ressources

Dans sa réponse à la question du député Hugo Raemy du 19 novembre 2002, le Conseil d'Etat a déclaré son intention de créer 18 EPT jusqu'en 2006, répartis graduellement en fonction des besoins des différents degrés scolaires. Le tableau au chapitre 2.5 montre que ces prévisions n'ont pas pu être réalisées pour des raisons financières. En outre, d'autres priorités, comme par exemple la question des élèves en grave difficulté comportementale, se sont imposées entretemps. Pour ces raisons, le Conseil d'Etat a revu ses prévisions à la baisse et prévoit l'évolution suivante jusqu'en 2008:

	2006	2007 (prévision)	2008 (prévision)	Total
Total EPT pour personnes ressources	11.55	3.0	1.0	15.55

Cette évolution permettra de donner une décharge horaire, même si elle est réduite par rapport aux prévisions initiales, à toutes les 120 personnes ressources formées.

3.5 Les aspects financiers

La prolongation du projet se limitant à la formation des enseignants et enseignantes, au développement de l'intégration des TIC et à l'évaluation, les prévisions financières se présentent comme suit:

Année	Montants prévus dans le décret	Dépenses effectives ou projetées	Subsides fédéraux	Autres montants «hors crédit d'engagement»	Dépenses assurées par crédit d'eng.
Total 2002-06		7803	-1395	-750	5658
2007		471	-89		382
2008		424			424
Total 2002-08	7250	8698	-1484	-750	6464

Montants en milliers de francs

On peut donc constater que le crédit d'engagement ne sera pas complètement utilisé pour l'accomplissement du projet.

4. CONCLUSION

Aujourd'hui, le concept fri-tic est réalisé partiellement. L'accomplissement de la formation des enseignants et enseignantes, la continuation de l'intégration des TIC dans l'enseignement ainsi que l'évaluation prévue du projet nécessitent une prolongation du décret initial jusqu'en 2008. Cette prolongation doit également tenir compte des évolutions des dernières années.

Nous vous invitons par conséquent à adopter le projet de décret annexé.

BOTSCHAFT Nr. 271 4. Juli 2006
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Dekretsentwurf zur Änderung des Dekrets
über das Globalkonzept für die Integration der
Informations- und Kommunikationstechnologien
in den Unterricht an allen Schulstufen

Wir legen Ihnen hiermit einen Dekretsentwurf vor zur Änderung des Dekrets vom 18. September 2001 über das Globalkonzept zur Integration der Informations- und Kommunikationstechnologien (IKT) in den Unterricht an allen Schulstufen.

Diese Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Einführung und Rückblick

1.1 *Entstehung und Ziel des heutigen Projekts*

2. Situation heute

- 2.1 *Ausbildung der Lehrpersonen*
- 2.2 *Dienstleistungen der Fachstelle fri-tic*
- 2.3 *Ausrüstung*
- 2.4 *Zusammenfassung des aktuellen Projektstands*
- 2.5 *Finanzen*

3. Aussichten

- 3.1 *Verlängerung des Projekts*
- 3.2 *Erforderliche Änderungen*
- 3.3 *Ein Kompetenzzentrum*
- 3.4 *Ansprechpersonen*
- 3.5 *Finanzen*

4. Schlussbemerkung

1. EINFÜHRUNG UND RÜCKBLICK

1.1 Entstehung und Ziel des heutigen Projekts

Am 18. September 2001 hat der Grosse Rat ein Dekret über ein Globalkonzept für die Integration der Informations- und Kommunikationstechnologien (IKT) in den Unterricht an allen Schulstufen (fri-tic) angenommen.

Mit dem Konzept fri-tic sollen alle Schülerinnen und Schüler auf die Anforderungen der Gesellschaft und der Wirtschaft bezüglich Informations- und Kommunikationstechnologien vorbereitet und mit den nötigen Kompetenzen ausgestattet werden. Das Grundkonzept beruht auf drei Säulen: die Ausbildung der Lehrpersonen, pädagogischen Ressourcen und Entwicklung und die Ausrüstung.

Zu Beginn des Jahres 2002 wurde zur Umsetzung des Globalkonzepts und zur Sicherstellung der allgemeinen Koordination ein Kompetenzzentrum (Fachstelle fri-tic) geschaffen. Um alle Bedürfnisse der drei Säulen abzudecken, verfügt das Personal dieser Fachstelle über Führungs-, Steuerungs-, Pädagogik- und Informatikkompetenzen.

Am 13. September 2004 wurde dem Grossen Rat ein Zwischenbericht (Nr. 149) vorgelegt. Dieser Bericht beschrieb, was bis dato realisiert wurde, und erklärte die Gründe – in erster Linie finanzieller Art – für die Verzögerung des Projekts. Es stellte sich klar heraus, dass die

Ziele nicht wie zuerst geplant bis 2006 erreicht werden konnten und der 2001 verabschiedete Verpflichtungskredit 2006 nicht ausgeschöpft sein würde. Im gleichen Bericht gab der Staatsrat seinem Willen Ausdruck, das Konzept bis 2008 zu verlängern. Dies sollte ermöglichen, die festgelegten Ziele zu erreichen. An seiner Sitzung vom 15. Dezember 2004 nahm der Grosse Rat diesen Bericht positiv auf und unterstützte den Staatsrat in seinem Vorhaben, das geltende Dekret zu verlängern.

2. SITUATION HEUTE

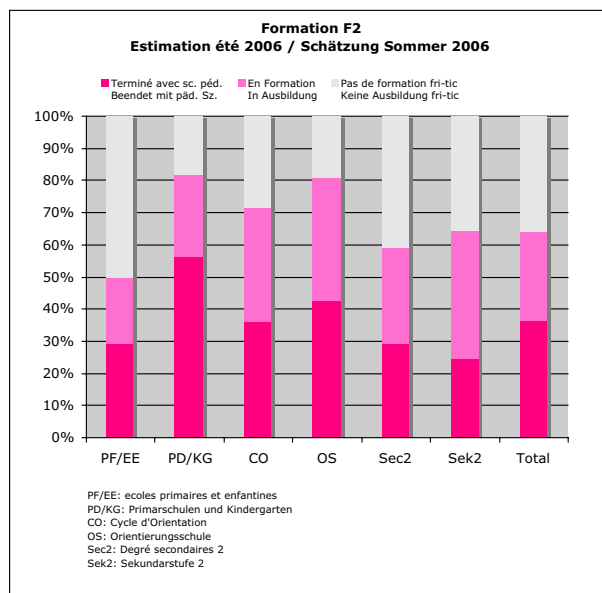
Der erwähnte Bericht (Nr. 149) umfasste bereits die meisten Elemente bezüglich des Projekts fri-tic. Wir nehmen hier nur eine Aktualisierung der wichtigen Punkte vor.

2.1 Ausbildung der Lehrpersonen

Die erarbeiteten Konzepte werden nun in der Praxis verwirklicht, und im Dezember 2004 hat die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport (EKSD) die Weisung erlassen, dass alle Lehrpersonen vom Kindergarten bis zur Sekundarstufe II die erforderliche Grundlage für die Integration der Informations- und Kommunikationstechnologien (IKT) im Unterricht erwerben müssen.

Die Fachstelle fri-tic bietet einen rund dreissigstündigen Ausbildungskurs an. Alle Kurse basieren auf den gleichen Grundsätzen, doch die Ausbildung ist auf die verschiedenen Unterrichtsstufen abgestimmt. Die Kurse finden ausserhalb der Unterrichtszeit statt. Jede Lehrperson realisiert während der Ausbildung eine Unterrichtssequenz von einigen Lektionen – ein so genanntes «pädagogisches Szenario» –, bei dem die IKT in den Lernprozess der Schülerinnen und Schüler integriert wird. Die im Rahmen der Ausbildung realisierten Sequenzen werden in der Szenarien-Datenbank der Website der Fachstelle fri-tic beschrieben und veröffentlicht.

Für den Schulbeginn 2006 wird die Ausbildungssituation etwa wie folgt aussehen:



Diese Statistik erfordert einige Erläuterungen:

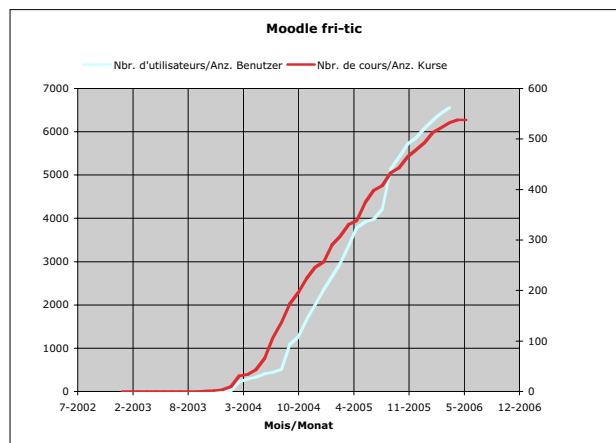
Wir können feststellen, dass bereits über 60% der Lehrpersonen fri-tic Kurse besucht haben oder nächstes Jahr besuchen werden (diese Zahl enthält die Einschreibungen für das Schuljahr 2006/07). In einigen Sektoren ist der Grad der abgeschlossenen Ausbildungen aber noch relativ gering. Hier gilt es anzusetzen und die Ausbildung zu konsolidieren. Weiter muss in Betracht gezogen werden, dass im Laufe der Jahre ausgebildete Lehrpersonen den Schuldienst verlassen, der gemachte Aufwand für die Ausbildung ist somit verloren. Andererseits werden neue Lehrkräfte angestellt, die noch nicht über die nötigen IKT-Kompetenzen verfügen, diese müssen ausgebildet werden. Es wäre aber falsch zu behaupten, dass alle Personen, die in der Rubrik «keine Ausbildung» erscheinen über keine IKT-Kompetenzen verfügen. Diese Rubrik enthält einerseits Lehrpersonen mit langjähriger IKT-Erfahrung, haben ihre Kompetenzen aber noch nicht bestätigen lassen, andererseits frisch diplomierte Lehrpersonen. In der Tat kann heute festgestellt werden, dass die meisten Studierenden an den Ausbildungsstätten eine IKT-Ausbildung erhalten, die derjenigen von fri-tic entspricht. Allerdings muss die Integration der IKT in den Unterricht der Dozierenden noch weiter gefördert werden.

Die Ansprechpersonen sind Lehrpersonen, die ihre Kolleginnen und Kollegen bei der Integration der IKT im Unterricht unterstützen und beraten. Dabei handelt es sich im Wesentlichen um einen pädagogischen Auftrag. Die Ansprechpersonen werden von der Fachstelle fri-tic ausgebildet. Der dritte und letzte Ausbildungsgang hat im Januar 2006 begonnen und wird im Januar 2007 abschliessen. Der Kanton wird dann über etwa 120 Ansprechpersonen für die pädagogische Unterstützung in den Schulen verfügen.

2.2 Dienstleistungen der Fachstelle fri-tic

Die Ressourcen der Fachstelle wurden im Bericht Nr. 149 im Detail beschrieben. Inzwischen hat die EKSD beschlossen, allen Lehrpersonen des Kantons eine E-Mail-Adresse zu geben. Diese Adressen wurden auf dem Schweizerischen Bildungsserver «Educanet» eingerichtet, an dem sich die Kantone finanziell beteiligen. Über 4000 Lehrpersonen des Kantons Freiburg sind an diese Plattform angeschlossen; sie bietet neben der elektronischen Post auch andere Dienstleistungen an, welche die Teamarbeit fördern. Zahlreiche Schulen haben für ihre Schülerinnen und Schüler ebenfalls auf dieser Plattform Konten eingerichtet.

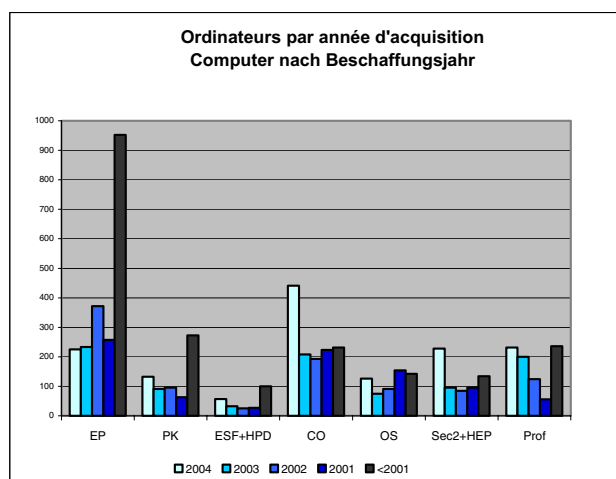
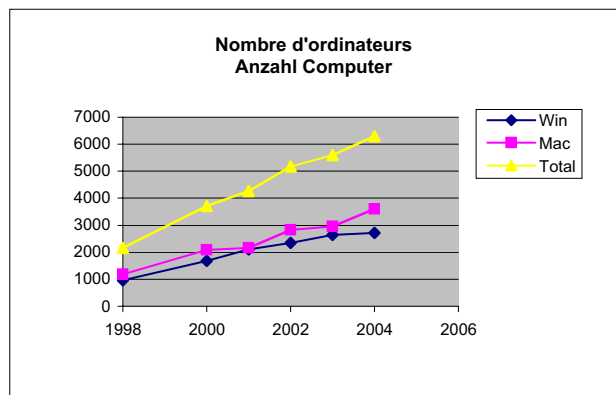
Auch die weiteren Online-Dienstleistungen der Fachstelle haben nicht nur quantitativ, sondern auch qualitativ zugenommen, weil diese Dienste in die Ausbildungskurse integriert wurden. Einen besonderen Erfolg verzeichnet, die Lernumgebung «Moodle», wie die nachfolgende Grafik zeigt:



Die Lernumgebung «Moodle», die Anfang 2004 in Betrieb genommen wurde, wird heute von fast 7000 Schülern und Schülerinnen sowie Lehrpersonen genutzt. Über 500 Kurse wurden von Freiburger Lehrpersonen entwickelt.

2.3 Ausrüstung

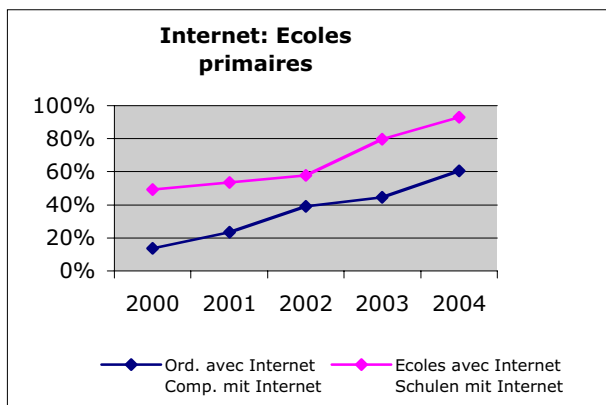
Die Ausrüstung in den Schulen wächst, wie die nachfolgende Grafik zeigt, doch gibt es immer noch grosse Unterschiede (Beschaffungsjahr usw.):



Der Anschluss der Schulen ans Internet schreitet ebenfalls voran. Heute sind über 190 Schulen der obligatorischen Schule an das von Swisscom gesponserte freibur-

gische pädagogische Netz angeschlossen. Swisscom bietet diesen Anschluss gratis an und der Sponsorvertrag ist zeitlich unbeschränkt. Swisscom behält sich lediglich das Recht vor, mit einer Frist von drei Jahren den Vertrag zu kündigen. Die nachobligatorischen Schulen sind über das Netz der Kantonsverwaltung an das Internet angeschlossen, und einige obligatorische Schulen haben einen anderen Internetdienstanbieter gewählt.

Die folgende Grafik zeigt die Entwicklung der Internetanschlüsse in den Primarschulen. Ab der Sekundarstufe sind alle Schulen angeschlossen.



2.4 Zusammenfassung des aktuellen Projektstands

Trotz den zu Beginn des Projekts angetroffenen Schwierigkeiten, welche im Bericht Nr. 149 an den Grossen Rat vom Jahre 2004 ausführlich erläutert wurden, kann festgestellt werden, dass namhafte Bereiche des Projekts heute erfüllt sind. Die Botschaft zum Dekret fri-tic vom 12.6.2001 zählt die angestrebten Ziele in den 3 Säulen «Ausbildung», «Ressourcen und Entwicklung» sowie «Ausrüstung» auf. Die folgende Tabelle gibt eine Übersicht über deren Grad der Verwirklichung:

	Ziel	Verwirklichung	Bemerkung	Massnahme
1. Säule: Ausbildung	Rekrutierung und Ausbildung der Ausbilder und Ausbilderinnen	übertrroffen	Ziele qualitativ übertrroffen dank Bundes-subsventionen	
	Ausbildung von Ansprechpersonen	erreicht	Die Ziele werden Ende 2006 erreicht sein (3 Ausbildungsgänge 2004, 2005, 2006)	
	Ausbildung von 70–80% der Lehrpersonen aller Schulstufen	teilweise	Die Ziele sind teilweise erreicht, vgl. Grafik in Kapitel 2.1	Fortführen der Ausbildung in den Jahren 2007 und 2008
	Ausbildung der Fachverantwortlichen, Integration in die Fächer	teilweise	Vereinzelte Angebote, noch nicht systematisch realisiert	Priorität auf die Grundausbildung setzen, vorsehen ab 2007/08
2. Säule: Ressourcen und Entwicklung	Entwicklung eines Bildungsnetzes und Online-Dienste	verwirklicht	Zahlreiche Dienste stehen zur Verfügung, der Anschluss ans Bildungsnetz und ans Internet ist gratis (Sponsoring Swisscom)	
	Integration der IKT in den Unterricht (Beratung, Projekte usw.)	teilweise	Im Gange, verschiedene Projekte werden unterstützt	Fortführen und entwickeln in den Jahren 2007 und 2008

	Stundenentlastung für die ausgebildeten Ansprechpersonen	teilweise	Diese Stellenprozente sind nicht Teil des Verpflichtungskredits; sie sind Teil der Vorschläge der Ämter für Unterricht.	
3. Säule: Ausrüstung	Ausrüstung der Fachstelle fri-tic	verwirklicht	Netzwerkinfrastruktur, Ausbildungssäle, portable Geräte für Ausbildung vor Ort, Ausrüstung für Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter	
	Ausrüstung der Schulen. Für obligatorische Schulen zulasten der Gemeinden.	übertrroffen	Ziele bei Weitem übertrroffen: die Botschaft sah bis zum Jahre 2006 5.71 Mio. CHF für die obligatorischen Schulen vor. Bis Ende 2004 wurden von den Gemeinden und Gemeindeverbänden bereits mehr als 10 Mio. CHF investiert.	
Evaluation	Evaluation des Projekts gemäss Artikel 1 Abs. 3 des Dekrets.	teilweise	Verschiedene vom Bund subventionierte Teilprojekte wurden evaluiert: Ausbildung der Ausbilder und Ausbilderinnen, Ansprechpersonen. Die Pädagogische Hochschule hat ein Forschungsprojekt begonnen.	Eine globale Evaluation des Projektes in den Jahren 2007 und 2008 vorsehen.

Die Fachstelle fri-tic verfügt heute über einzigartige Kompetenzen im Bereich der Schulinformatik und wird in Zukunft weiterhin die Steuerung der IKT-Entwicklung in den Schulen wahrnehmen. Der Kanton Freiburg verfügt heute sicherlich über einen Vorteil in diesem Bereich; die Fachstelle fri-tic wird häufig von andern Kantonen eingeladen um ihr Konzept vorzustellen. Vorteile gehen aber schnell verloren, wenn der Nachhaltigkeit der Strukturen nicht Sorge getragen wird.

2.5 Finanzen

Der Grosse Rat hat im September 2001 das Dekret fri-tic mit einem Verpflichtungskredit von 7.25 Millionen Franken verabschiedet. Die nachfolgende Übersicht zeigt die Unterschiede zwischen dem ursprünglichen Finanzplan (auf der Grundlage des Dekrets) und der tatsächlichen Ausgaben auf der Grundlage der bewilligten Vorschläge. Hierzu muss noch bemerkt werden, dass vor Verabschiedung des Dekrets bereits eine Vollzeitstelle geschaffen wurde. Der diesbezügliche Betrag wurde nicht im Verpflichtungskredit eingeschlossen und wird aus diesem Grund vom Total abgezogen. In der Übersicht werden auch die Bundesbeiträge an die Ausbildungsprojekte aufgeführt.

Jahr	Geplante Ausgaben gemäss Dekret	Effektive Ausgaben od. Vorschlag	Ausgaben ausserhalb Verpflichtungskredit		Ausgaben Verpflichtungskredit
			Bundes-subsventionen	1 Vollzeitstelle vor 2002 bewilligt	
2002 (1)	1340	955	0	-150	805
2003 (1)	1580	1562	-412	-150	1000
2004 (1)	1480	1704	-483	-150	1071
2005 (1)	1480	1714	-300	-150	1264
2006 (2)	1370	1868	-200	-150	1518
Total	7250	7803	-1395	-750	5658

Ausgaben in Tausenden Franken

(1) = tatsächliche Ausgaben, (2) = Vorschlag

Der im Jahr 2001 verabschiedete Verpflichtungskredit wird bis 2006 nicht ausgeschöpft sein. Was die Bundes-subventionen betrifft, wäre es falsch, die erhaltenen Mittel in die Voranschläge zu integrieren. Diese Beiträge haben es ermöglicht, die Ausbildungen für Ausbilder und Ausbilderinnen sowie diejenigen für die Ansprechpersonen durchzuführen, welche in diesem Ausmass nicht vorgesehen waren und auf einem wesentlich höheren qualitativen Niveau durchgeführt wurden.

Das Konzept fri-tic sah für die Fachstelle die Schaffung von 7 neuen Vollzeitstellen in den Bereichen Pädagogik, Technik und Administration vor. Bis heute wurden davon 6 Vollzeitstellen bewilligt, und der Staatsrat sieht nicht die Schaffung weiterer Stellen vor. Zusammen mit der vor der Annahme des Dekrets bewilligten Stelle ergibt dies ein Total von 7 Vollzeitstellen, wovon 2.7 dem Bereich der Pädagogik, 2.5 der Technik und 1.8 der Administration zugeordnet werden können.

Die folgende Tabelle gibt Aufschluss über die aktuelle Anzahl Vollzeitstellen für die Ansprechpersonen. Diese Stellenprozent dienen dazu, die Ansprechpersonen für die Ausübung ihrer Funktionen von einem Teil der Unterrichtsverpflichtung zu entlasten. Wie bereits erwähnt, sind diese Vollzeitstellen nicht Bestandteil des Verpflichtungskredits des Dekrets fri-tic, sondern werden über die ordentlichen Voranschläge der Ämter für Unterricht finanziert:

	Vollzeitstellen 2006
Ecoles primaires et enfantines	3.7
Primarschulen und Kindergärten	2
Cycle d'orientation	3.1
Orientierungsschule	1.5
Secondaire 2	1.25
Total	11.55

3. AUSSICHTEN

3.1 Verlängerung des Projekts

In seinem Bericht Nr. 149 vom Jahre 2004 hat der Staatsrat bereits seine Absicht kund getan, das Projekt fri-tic zu verlängern, damit die ursprünglich geplanten Ziele doch noch erreicht werden können. Die Aufstellung in Kapitel 2.4 zeigt nun, dass trotz der aufgetretenen Schwierigkeiten zahlreiche Ziele heute erreicht sind. Deshalb genügt es, das Projekt für diejenigen Bereiche zu verlängern, welche noch nicht verwirklicht sind: Ausbildung der Lehrpersonen, Integration der IKT, Evaluation des Gesamtprojekts. Die andern Zielsetzungen wurden erreicht, dort gilt es die Nachhaltigkeit und Entwicklung zu gewährleisten.

Die Fachstelle fri-tic mit ihren Humanressourcen und seiner Infrastruktur wird in Zukunft die im Rahmen des Projekts entwickelten Dienste weiterführen und ausbauen. Diese Ressourcen sind bereits heute Teil des Voranschlags der Pädagogischen Hochschule und deshalb nicht mehr vom Verpflichtungskredit betroffen.

Die vorgesehene Revision des Gesetzes über die Pädagogische Hochschule wird Gelegenheit bieten die Integration der Fachstelle fri-tic in die Strukturen der PH zu präzisieren. Die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport

hat eine Arbeitsgruppe beauftragt um die Modalitäten auszuarbeiten und Synergien aufzuzeigen.

Die Fachstelle fri-tic arbeitet heute eng mit dem Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) zusammen. Auch diese Zusammenarbeit soll formal geregelt werden.

3.2 Erforderliche Änderungen

Das ursprüngliche Konzept hat sich bewährt und muss nicht geändert werden; es soll nun verallgemeinert und die Nachhaltigkeit muss gesichert werden. Um die Entwicklungen der letzten Jahre zu berücksichtigen, müssen aber trotzdem ein paar Änderungen des Dekrets vorgenommen werden:

- Artikel 1 Abs. 2: Die Fachhochschule Gesundheit und Soziale Arbeit ist heute in die Westschweizer Fachhochschule (HES-SO) integriert. Diese Organisation erhält eigene, auf ihre Bedürfnisse abgestimmte Strukturen. Eine weitere Einbindung dieser Schule in das Projekt erscheint deshalb nicht sinnvoll.
- Artikel 1 Abs. 3: Die Berufsschulen und das Landwirtschaftliche Institut Grangeneuve sind besonders in Bezug auf die Online-Dienste an einer punktuellen Beteiligung am Projekt fri-tic interessiert. Es hat sich gezeigt, dass diese Institutionen die Dienstleistungen von fri-tic nicht allgemein in Anspruch genommen haben. Deshalb ist es sinnvoll, den Status quo in das neue Dekret aufzunehmen.
- Artikel 1 Abs. 3: Das Konservatorium war im ursprünglichen Konzept nicht integriert, zeigt sich jedoch heute insbesondere für seinen Teil «Musikhochschule» an einer Zusammenarbeit interessiert.

3.3 Ein Kompetenzzentrum

Das Konzept des pädagogischen und technischen Kompetenzzentrums hat sich bereits bewährt. Die Fachstelle fri-tic konnte einzigartige und qualitativ hoch stehende Kompetenzen und Dienstleistungen entwickeln, die den Bedürfnissen der Schule voll und ganz entsprechen. Die erhaltenen Bundessubventionen für die verschiedenen Ausbildungen, welche von der Fachstelle durchgeführt wurden, sind ein Beweis dafür.

Der tägliche Austausch zwischen pädagogischem und technischem Personal, Ausbilderinnen und Ausbildnern, Ansprechpersonen und Informatikverantwortlichen der Schulen sowie die zentrale Steuerung erlauben die bestmögliche Führung dieses Projekts.

Die Fachstelle fri-tic ist vollständig zweisprachig. Die Grundkonzepte werden von zweisprachigen Teams entwickelt, die Umsetzung anschliessend an die sprachlichen Besonderheiten angepasst. Die Fachstelle trägt so indirekt zur Entwicklung der Zweisprachigkeit im Kanton bei.

Die Zusatzausbildung der Lehrpersonen wird nach 2008 nicht die gleiche Bedeutung wie heute haben: Das Lehrpersonal wird in seiner Mehrheit ausgebildet sein, und die frisch Diplomierten werden bereits über die nötigen Kompetenzen verfügen; trotzdem bleibt noch einiges zu tun. Die neuen Technologien entwickeln sich schnell. Die Liste der IKT-Kompetenzen für das Lehrpersonal müssen regelmässig angepasst und geeignete Weiterbildungen geschaffen werden. Um die Nutzung der IKT zu integrieren

ren, müssen die von den Schülerinnen und Schülern zu erreichenden IKT-Standards festgelegt und die Lehrpläne angepasst werden.

Die Institutionen der Grundausbildung für Lehrpersonen bieten heute ihren Studierenden ebenfalls eine IKT-Ausbildung an. Damit diese Instrumente aber auch wirklich im zukünftigen Schulalltag der Studierenden verankert werden, erscheint es sinnvoll, die Integration der IKT zu verstärken und auch die Dozierenden dieser Institutionen vermehrt in das Konzept fri-tic einzubeziehen und deren Weiterbildung und Unterstützung im Bereich IKT sicherzustellen. Zu diesem Zweck hat die Direktion für Erziehung, Kultur und Sport bereits ein Mandat einer Arbeitsgruppe erteilt, welche sich aus Vertretern und Vertreterinnen der Pädagogischen Hochschule, der Universität und der Fachstelle fri-tic zusammensetzt.

Die Ansprechpersonen in den Schulen müssen betreut und ihre Weiterbildung muss sichergestellt werden. Um Synergien realisieren zu können, muss ein Netz zwischen den verschiedenen Schulen aufgebaut werden um die Zusammenarbeit zu fördern. In Zukunft müssen neue Ausbildungskurse für Ansprechpersonen organisiert werden, um den natürlichen Fluktuationen begegnen zu können.

Die meisten Ausbilder und Ausbilderinnen der Fachstelle üben bereits heute ein Mandat als Ansprechperson aus. Dies ist eine sinnvolle Nutzung ihrer Kompetenzen. Nun werden die Ausbildungsbedürfnisse mit dem Fortschritt des Projekts abnehmen, entsprechend werden auch die Ausbildungsmandate schwinden. Um die wertvollen Kompetenzen dieser Personen nicht zu verlieren, ist es angezeigt, diese Ausbildungsmandate in Zukunft durch Mandate als Ansprechperson zu ersetzen.

Zur Verankerung der IKT-Nutzung in der schulischen Praxis müssen pädagogische Projekte in den Schulen und zwischen den Schulen initiiert werden. Die Fachstelle fri-tic stellt eine geeignete Begleitung sicher und garantiert für die Qualität.

Die Integration in die Fächer steht erst am Anfang und muss weiter entwickelt werden. Es handelt sich darum, neue Ressourcen zu evaluieren und zu realisieren und sie den Schulen über Bildungsportale zur Verfügung zu stellen. In diesem Zusammenhang sind neue Online-Dienstleistungen – insbesondere ein Westschweizer Bildungsserver – vorgesehen.

Aus technischer Sicht muss der Betrieb des pädagogischen Netzes und der Online-Dienste sichergestellt werden. Die Ausrüstungen und Dienstleistungen werden zwar noch einfacher zugänglich sein, doch ihre Komplexität nimmt ebenfalls zu und wird mehr und mehr Kompetenzen auf hohem Niveau erfordern. Das technische Personal in den Schulen muss somit eine kompetente Unterstützung erhalten. Das Amt für Informatik und Telekommunikation (ITA) studiert zurzeit die Möglichkeiten, ein Zentrum für Informatiksupport an allen postobligatorischen Schulen einzurichten. So könnte sich die Fachstelle fri-tic in Zukunft vermehrt auf ihre Kernkompetenzen besinnen, nämlich Entwicklung und Unterstützung der Schulinformatik auf hohem Niveau.

Mit der technischen Entwicklung werden sich auch die pädagogischen Bedürfnisse weiter entwickeln. Diese neuen Bedürfnisse müssen in ihren pädagogischen und technischen Aspekten erkannt, analysiert, koordiniert und anschliessend bestätigt werden. Dies erfordert eine enge Zusammenarbeit von pädagogischem und techni-

chem Personal. Unabhängig von den pädagogischen Bedürfnissen verlangt die zunehmende Komplexität der Netzwerke und Dienste adäquate Kompetenzen um die schwierigen Probleme zu lösen.

Auf diese Weise trägt die Fachstelle fri-tic in Zukunft zur Weiterentwicklung der Schulinformatik bei und stellt eine effiziente Verwaltung der Kosten sicher.

Aus diesen Gründen ist vorgesehen, die Fachstelle fri-tic mit ihren pädagogischen und technischen Kompetenzen in die Pädagogische Hochschule zu integrieren (vgl. Kapitel 3.1)

3.4 Ansprechpersonen

In seiner Antwort vom 19. November 2002 auf eine Anfrage von Grossrat Hugo Raemy hat der Staatsrat seine Absicht mitgeteilt, 18 Vollzeitstellen für Ansprechpersonen bis zum Jahre 2006 zu schaffen. Wie in Kapitel 2.5 dargelegt, konnte diese Absicht wegen der finanziellen Beschränkungen nicht verwirklicht werden. Ausserdem haben sich in der Zwischenzeit neue Prioritäten ergeben, wie zum Beispiel das Problem der stark verhaltensauffälligen Schülerinnen und Schüler. Aus diesen Gründen hat der Staatsrat seine Planung nach unten korrigiert und sieht bis zum Jahre 2008 folgende Entwicklung vor:

	2006	2007 (geplant)	2008 (geplant)	Total
Total Vollzeitstellen für Ansprechpersonen	11.55	3.0	1.0	15.55

Obwohl sie unter der ursprünglichen Planung liegt, wird diese Entwicklung, es gestatten allen 120 ausgebildeten Ansprechpersonen eine Unterrichtsentlastung zu gewährleisten.

3.5 Finanzen

Da sich die Verlängerung des Projekts fri-tic auf die Aspekte Ausbildung der Lehrpersonen, Integration der IKT in den Unterricht sowie die Evaluation beschränkt, kann die finanzielle Entwicklung wie folgt dargestellt werden:

Jahr	Geplante Ausgaben gemäss Dekret	Effektive od. geplante Ausgaben	Bundes-subsidtionen	Andere Ausgaben ausserhalb Verpflichtungskredit	Ausgaben Verpflichtungskredit
Total 2002-06		7803	-1395	-750	5658
2007		471	-89		382
2008		424			424
Total 2002-08	7250	8698	-1484	-750	6464

Beträge in Tausenden von Franken

Der Verpflichtungskredit wird bis zur Beendigung des Projekts nicht vollständig ausgeschöpft werden.

4. SCHLUSSBEMERKUNG

Heute ist das Konzept fri-tic teilweise verwirklicht. Die Vervollständigung der Ausbildung der Lehrpersonen, die Weiterführung der Integration in den Unterricht sowie die vorgesehene Evaluation des Projekts erfordert eine Verlängerung des Dekrets. In dieser Verlängerung müssen zudem die Entwicklungen der letzten Jahre berücksichtigt werden.

Wir laden Sie deshalb ein, den Dekretsentwurf anzunehmen.

Décret

du

modifiant le décret relatif à une conception générale de l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement, à tous les degrés de la scolarité

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message du Conseil d'Etat du 4 juillet 2006;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

Art. 1

Le décret du 18 septembre 2001 relatif à une conception générale de l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement, à tous les degrés de la scolarité (RSF 410.7), est modifié comme il suit:

Art. 1

¹ Le Conseil d'Etat met en œuvre une conception générale de l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement (ci-après: concept global fri-tic).

² Le concept global fri-tic s'applique aux écoles suivantes: les écoles enfantines, les écoles primaires, les écoles du cycle d'orientation, les écoles de l'enseignement spécialisé, les écoles secondaires du deuxième degré ainsi que la Haute Ecole pédagogique (HEP).

Dekret

vom

zur Änderung des Dekrets über ein Globalkonzept für die Integration der Informations- und Kommunikationstechnologien in den Unterricht an allen Schulstufen

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 4. Juli 2006;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Das Dekret vom 18. September 2001 über ein Globalkonzept für die Integration der Informations- und Kommunikationstechnologien in den Unterricht an allen Schulstufen (SGF 410.7) wird wie folgt geändert:

Art. 1

¹ Der Staatsrat verwirklicht ein Globalkonzept für die Integration der Informations- und Kommunikationstechnologien in den Unterricht (Globalkonzept fri-tic).

² Das Globalkonzept fri-tic gilt für die folgenden Schulen: Kindergarten, Primarschule, Orientierungsschule, Schulen der Sonder- und Heilpädagogik, Schulen der Sekundarstufe II sowie die Pädagogische Hochschule (PH).

³ Les écoles suivantes collaborent dans le cadre du concept global fri-tic et peuvent faire appel, de cas en cas, aux ressources du Centre prévu à l'article 2:

- a) les écoles professionnelles et l'Ecole des métiers;
- b) l'Institut agricole de l'Etat de Fribourg;
- c) le Conservatoire.

⁴ La durée de mise en place du concept global fri-tic est conçue sur une période de huit ans. Une évaluation sera faite à l'issue de cette période.

⁵ Le Conseil d'Etat émet des directives concernant la formation des enseignants et enseignantes, les plans d'études et les équipements.

Art. 2

Remplacer «Centre FRI-TIC» par «Centre fri-tic» dans les quatre alinéas de cet article.

Art. 3

Remplacer «enseignants» par «enseignants et enseignantes» et «Centre FRI-TIC» par «Centre fri-tic».

Art. 4 al. 1

¹ Les crédits de paiements seront portés aux budgets des années 2002 à 2008.

Art. 2

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

² Ce décret n'est soumis ni au referendum législatif ni au referendum financier.

³ Folgende Schulen arbeiten im Rahmen des Globalkonzepts fri-tic mit und können von Fall zu Fall die Ressourcen der Fachstelle nach Artikel 2 in Anspruch nehmen:

- a) die Berufsschulen und Lehrwerkstätten;
- b) das Landwirtschaftliche Institut des Kantons Freiburg;
- c) das Konservatorium.

⁴ Die Dauer der Verwirklichung des Globalkonzepts fri-tic ist auf 8 Jahre angesetzt. Am Ende dieser Periode wird eine Evaluation durchgeführt.

⁵ Der Staatsrat erlässt Richtlinien über die Ausbildung der Lehrpersonen, die Studienpläne und die Ausrüstungen.

Art. 2

Den Ausdruck «FR-IKT» in den 4 Absätzen dieses Artikels durch «fri-tic» ersetzen.

Art. 3

Den Ausdruck «FR-IKT» durch «fri-tic» ersetzen.

Art. 4 Abs. 1

¹ Die Zahlungskredite werden in die Voranschläge der Jahre 2002–2008 aufgenommen.

Art. 2

¹ Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Dekrets.

² Dieses Dekret untersteht weder dem Gesetzes- noch dem Finanzreferendum.